

# Le CONGO est-il situationniste ? :

## *20 ans d'histoire politique de la classe dirigeante congolaise*

par Dominique DESJEUX

A la fin du mois de janvier 1976, le Président du Congo, le commandant Marien Ngouabi, est au prise avec un mouvement de contestation de la C.S.C. (Confédération Syndicale Congolaise), le syndicat ouvrier unique du Congo. Je suis au Congo depuis trois mois. J'écoute à la radio la retransmission en direct de l'allocution du président Ngouabi. Soudain, je l'entends attaquer les situationnistes qui infiltrent l'administration congolaise. Le mouvement de Strasbourg, un des pères de mai 68 en France, aurait-il diffusé son esprit libertaire au Congo ? « Les situationnistes sont ceux qui cherchent des situations », conclut Marien Ngouabi. Il ne croyait pas si bien dire, puisqu'un an plus tard la « situation » de chef d'Etat sera vacante du fait de son assassinat dans des conditions non entièrement éclaircies encore aujourd'hui.

Le tableau de la situation morale de l'administration, décrite par *Etumba*, le journal du parti unique, le P.C.T. (Parti Congolais du Travail) le 28 novembre 1975, éclaire le contenu du comportement des « situationnistes » : « Embourgeoisement à outrance, pratique du commerce, location de villas, ivresse chronique, paresse et absentéisme au travail ». La critique de la « bourgeoisie bureaucratique » est un des grands thèmes des années soixante-dix. Elle exprime ce que je développerai en conclusion la lutte pour le contrôle de la « tontine situationniste ».

Tout au long de mes quatre ans au Congo, je découvre que la critique est d'autant plus forte qu'elle est faite par des « situationnistes ». Comment s'y reconnaître, dans ces conditions, et comment comprendre le Congo sans tomber dans l'hagiographie du « progressisme », ou dans le racisme latent sur le thème, « les noirs ne peuvent pas s'en tirer », tout en rendant compte d'un système politique qui fonctionne avec un discours et des institutions modernes suivant une pratique qui réactualise une structure sociale traditionnelle de rotation des avantages, la « tontine ».

Pour les uns, le Congo est un pays progressiste dont les difficultés sont le seul résultat de l'impérialisme extérieur. Pour d'autres, il est une base rouge de l'U.R.S.S., par Cubains interposés. La crise économique actuelle est le résultat de son choix politique intérieur, le « socialisme scientifique », et de sa politique étrangère, par son ouverture aux pays de l'Est.

Or, si on compare les problèmes du Congo avec ceux de ses voisins, le Zaïre, le Gabon ou la Centre Afrique, on n'a pas l'impression que ceux-ci vont beaucoup mieux. Leurs problèmes économiques, endettement, difficultés à payer les fonctionnaires, inflation, semblent du même ordre de grandeur, sinon en pire, pour le Zaïre par exemple.

Au Zaïre, malgré la dévaluation de 1979, le cours de la monnaie au marché noir, change presque toutes les semaines. En Centre Afrique, en 1978, certains fonctionnaires de brousse n'étaient pas payés depuis 8 mois.

L'originalité du Congo ne vient donc pas de ses difficultés qui sont générales à l'Afrique. « La fête africaine est finie », titrait Siradou Diallo, dans un article de *Jeune Afrique*, en mars 1980. Elle tient à l'utilisation du discours marxiste-léniniste dans la régulation des conflits autour du contrôle du pouvoir politique ; de l'importance de la scolarisation, qui approche les 90 %, et donc d'un nombre important de cadres intellectuels dont peu ont accès au pouvoir ; et du poids de la population urbaine qui dépasse les 50 %, pour un total de 1,4 M d'habitants, population particulièrement sensible aux aléas économiques.

Pour le reste, le Congo comporte de nombreuses caractéristiques que l'on retrouve dans de nombreux pays d'Afrique : poids des militaires, parti unique, importance des rapports lignagers dans la vie sociale et politique, dépendance économique, gestion au coup par coup du développement économique, lourdeurs bureaucratiques, richesses naturelles potentielles importantes (pétrole, bois, potasse, agriculture). Ces différents éléments représentent autant de contraintes que de potentialités.

En 1980, le Congo, après 20 ans d'indépendance, passe par une nouvelle phase politique et économique : tous les prisonniers politiques ont été libérés en août 1979, le pouvoir d'Etat, bien que dominé par les ethnies du Nord, fait appel à la plupart des élites de toutes les régions du Congo, les revenus du pétrole ont plus que doublé depuis l'an dernier et atteignent près de 30 MM de F CFA.

Est-ce un nouveau répit comme avec la première manne pétrolière de 1974 ? Mais cela a conduit à l'assassinat du président Marien Ngouabi et à une des répressions les plus sanglantes de l'histoire du Congo ; ou est-ce l'annonce d'un renouveau dont les signes annonciateurs sont cependant faibles : paiement des salaires en retard des fonctionnaires à partir de janvier 1980, organisation d'une semaine de réflexion sur la gestion des entreprises d'Etat, en février 1980, etc.

## I. — VERS LA CONSTRUCTION D'UN PARTI UNIQUE (1).

Dès les débuts de son indépendance, le 28 novembre 1960, le Congo est marqué du signe de l'instabilité politique. Mais la stabilité politique d'un régime totalitaire n'est pas non plus un signe positif. L'instabilité chronique du Congo est l'indicateur des contradictions plus ou moins profondes qui secouent la société congolaise.

Pourquoi cette situation, alors que des régimes aussi différents que la Guinée ou la Côte d'Ivoire conservent le même président depuis vingt ans ? On peut l'expliquer par deux sortes de causes non exclusives. Au niveau externe, le Congo, comme la plupart des pays africains, est très dépendant des influences extérieures. Or, au contraire du Gabon, par exemple, le Congo ne reçoit que peu de soutien de la France. La concurrence Est-Ouest renforce encore cette instabilité.

Au niveau interne elle s'explique par le poids, dans son histoire contemporaine, d'une tradition de luttes sociales et politiques qui recouvrent des clivages de classes ou ethniques et des luttes entre les différentes fractions de la classe dirigeante. Ces luttes renvoient à l'existence de courants d'oppositions de droite ou de gauche, toujours renaissant, malgré la stratégie permanente d'intégration-élimination, pour les cadres, ou de marche-pieds-caporalisation pour les forces populaires, pratiquée par les différents pouvoirs qui se sont succédés, pour faire fonctionner la « tontine situationniste ».

Toute l'histoire politique du Congo, depuis 1960, est marquée par les diverses tentatives de résolution des contradictions sociales et économiques par l'instauration d'un ordre bureaucratique. Il sera fondé, à partir de décembre 1969, sur un parti unique, appelé « parti d'avant-garde » qui doit contrôler l'Etat. Le syndicat unique et les « organisations de masses » sont considérés comme des courroies de transmission du sommet.

La contradiction entre la volonté d'instaurer un système institutionnel rigide et normalisateur, et la force des tensions, des clivages sociaux et des luttes de classes, explique en partie la violence de certaines crises congolaises, depuis la J.M.N.R. sous Massamba Débat jusqu'à l'assassinat de Ngouabi, et le poids de plus en plus important de l'armée comme mode de contrôle social.

### 1. L'ascension de Fulbert Youlou.

L'abbé F. Youlou est élu premier ministre de la Jeune République Congolaise, suite à une erreur tactique de son rival J. Opangault, en septembre 1958.

(1) Cf. BERTRAND (B.) - *Le Congo* - Maspero - 1975 ; BIARNES (P.) - *L'Afrique aux Africains* - Armand Colin - 1980 ; DECRAËNE (P.) - Huit années d'histoire congolaise - in *Revue Française d'Etudes Politiques Africaines* - n° 108, décembre 1974 ; SORET (M.) - *Histoire du Congo* - Berger-Levrault - 1978.

F. Youlou, malgré l'opposition de son évêque, est élu maire de Brazzaville en 1956. Il est le représentant des Bakongo du centre. Il s'appuie sur le mythe de Matsoua, le célèbre leader nationaliste de l'entre deux guerres.

Il est opposé aux deux leaders, qui regroupent les voix du Sud et du Nord du Congo, Tchicaya qui est vili, et Opangault, du M.S.A. (Mouvement Socialiste Africain), qui est mbochi du Nord. Ils représentent ce que les Congolais appelleront plus tard avec humour l'O.T.A.N., le traité Atlantique-Nord, entre les élites ethniques du Nord et du Sud, sur l'Océan. Nous retrouverons cette alliance en 1975, sous Ngouabi, au moment de l'installation de l'état-major spécial révolutionnaire.

Youlou a peur du communisme. Dès 1960, il dénonce un « complot communiste » qui lui permet de faire emprisonner les principaux leaders de la C.G.A.T., la C.G.T. congolaise, qui avait fait campagne pour le non en 1959. La lutte qu'il mène contre les syndicats depuis son accession au pouvoir sera l'une des causes de sa chute en 1963.

Il se heurte aussi aux matsouanistes qui l'ont porté au pouvoir. Ceux-ci refusent tout pouvoir moderne. Il les réprime sévèrement. Leurs maisons sont brûlées et plusieurs sont lapidées par la foule. On compte de nombreux morts. Ce cas est un des exemples de la stratégie marchepieds-répression des masses pour l'accession au pouvoir et qui jalonne l'histoire du Congo jusqu'à l'élimination de Yhombi en 1979.

Il doit faire face à une dégénérescence du conflit entre le M.S.A. du Nord, et l'U.D.D.I.A. du Centre. Les élites mbochis et Kouyou du Nord sont pratiquement absentes du pouvoir. Les mbochis sont moins nombreux et ne représentent que 20 % de la population totale du Congo. De plus, ils ont été moins scolarisés que ceux du Sud. Comme dans la plupart des pays côtiers africains, les élites éloignées de la mer se retrouvent dans l'armée, considérée comme une ultime chance de promotion sociale. Elle reste le dernier recours de ceux qui n'ont pas pu faire de « bonnes études ». Le Nord prendra sa revanche à partir de 1968-69, après 10 ans de domination du Sud.

En février 1959, un grave conflit éclate à Brazzaville entre les quartiers du Nord et du Sud. « Des dizaines de personnes trouvent la mort au cours de ces tueries à l'arme blanche », écrit P. Decraene.

Ces événements laissent un souvenir profond. A chaque crise politique importante les bacongo, de Poto-Poto, fuient vers le quartier Bacongo du Sud. Ainsi, en février 1978, au cours du procès sur l'assassinat de Ngouabi, le procureur Okoko, un homme du Nord, essaiera d'utiliser cette peur, comme élément de culpabilité contre ceux des accusés qui avaient quitté Poto-Poto.

F. Youlou réintègre Opangault en novembre 1959. Opangault devient ministre d'Etat, puis vice-président. En 1961, il démissionne puis revient comme ministre des Travaux publics. En 1962, il quitte et revient encore au gouvernement. En 1963, il est chassé du pouvoir.

avec Youlou. En 1965, il passe en accusation dans un procès contre l'Ancien régime youliste. Il est acquitté. Mais sa carrière politique est terminée.

Répression, tribalisme, corruption, jeux politiques, présence ostentatoire de l'armée française entraînent la fin du régime Youlou. En 1963, F. Youlou, à la suite de nombreux pays africains, propose la création d'un parti unique. Il va faire l'unanimité contre lui.

## **2. Les « trois glorieuses » : un mouvement populaire urbain.**

Le 1<sup>er</sup> mai 1963, les trois grands syndicats congolais font un défilé unitaire. Il y a la C.G.A.T. (Confédération Générale Africaine du Travail), issue de la C.G.T. Elle est une centrale dynamique et considérée comme « dure » : la C.A.S.L. (Confédération Africaine des Syndicats Libres), issue de F.O., syndicat moins influent. La C.A.T.C. (Confédération Africaine des Travailleurs Chrétiens), issue de la C.F.T.C. Elle est en pleine expansion depuis 1960. Elle regrouperait la moitié des cotisants, d'après Soret.

Le 13 août 1963, à la suite de l'arrestation de plusieurs leaders syndicalistes chrétiens, la grève générale est déclarée. En trois jours, F. Youlou est emporté, malgré une présence militaire française importante.

Le mouvement s'élève contre le caractère antinational du régime, la corruption, l'incompétence et le tribalisme. Il touche peu les campagnes. Par contre, des émeutes éclatent à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, les trois principales villes du Sud du pays. C'est donc un mouvement principalement urbain.

En ville, les ouvriers, les jeunes et les chômeurs jouent un rôle décisif. Il y a 26 % de chômeur en 1961, contre 10 % en 1955, et peut-être 40 à 50 % aujourd'hui.

Il exprime aussi, selon Soret, l'inquiétude des ethnies mbochi du Nord qui risquent de se voir éliminer par le projet de création du parti unique.

Enfin, l'armée y voit un avantage, celui d'occuper les places laissées libres par le départ de l'armée française. La plupart des leaders syndicalistes ou politiques de cette période sont aujourd'hui morts, en exil ou sur la touche.

Ainsi, quinze ans plus tard, la plupart des leaders ont disparu de la scène politique. En 1976, le « Père de la Révolution », vieux syndicaliste C.G.T., est sur une voie de garage, comme inspecteur du travail. Un autre leader, Matsika, vit en exil en France. Gilbert Pongault, secrétaire général de l'Union Panafricaine des Travailleurs Croyants, en 1963, est exclu du Comité Central de la M.N.R. en 1965, puis au cours d'un procès en 1966, il est condamné à mort, mais non exécuté. Ils ont été éliminés par l'aile gauche du mouvement, au nom de la pureté révolutionnaire. Elle était représentée par des hommes tels que André Hombessa, Martin Mberi, Pascal

Lissouba, Claude-Ernest Ndalla, Ambroise Noumazalaye, Ange Diawara. Ils sont aujourd'hui en exil, morts ou à des postes potiches au Congo, au nom de la « radicalisation » de la révolution.

Face à la pression de la rue et à l'abandon de la France, contrairement à ce qu'elle fera pour Léon Mba, du Gabon, quelques mois plus tard, F. Youlou démissionne. Mais il se rend à l'armée et non aux syndicalistes, qui voient ainsi leur victoire leur échapper.

Le commandant Mouzabakany, alors chef d'état-major de l'armée, reçoit la démission de Youlou. Ce militaire, devenu un des premiers colonels du Congo, aura un avenir en dent de scie, comme la plupart des leaders congolais. En 1966, il est condamné à mort, mais la peine n'est pas appliquée. En 1968, il réapparaît comme ministre de l'Intérieur d'Alfred Raoul dans le gouvernement provisoire qui suit la chute de Massamba-Débat. En 1969, il est dégradé et condamné à une peine sévère de prison. Il est libéré en novembre 1973 au moment de l'amnistie générale. En 1978, il est impliqué dans l'assassinat du président Ngouabi.

Youlou est enfermé par l'armée au « camp du Tchad ». Il réussira, grâce à des complicités nombreuses, à s'enfuir au *Zaire*, en face. Il mourra en exil à Madrid, en 1972, non sans avoir suscité des mouvements d'opposition youliste entre 1963 et 1970.

Il est remplacé par Massamba-Débat qui devient chef d'un gouvernement de techniciens. Il a 39 ans. Il est instituteur et protestant. En 1959, il a été élu comme député U.D.D.I.A. Il devient Président de l'Assemblée Nationale. Il entre dans le gouvernement de Youlou. En janvier 1963, il démissionne pour s'opposer à la politique de Youlou. Il a une image d'homme honnête.

Il sera renversé en 68 par une coalition de civils et de militaires. En novembre 1969, il passe devant une cour révolutionnaire. Il est seulement condamné à une interdiction de toute activité politique. En 1977, il est arrêté aussitôt après la mort de Ngouabi, condamné en huis clos et exécuté, tôt le matin, le 25 mars. En attendant, il est élu Président le 20 décembre 1963. Il désigne Lissouba pour former le nouveau gouvernement.

La période qui s'étend d'août 1963 à juillet 1968, est celle de la lutte de la gauche du mouvement révolutionnaire contre les « modérés » et les militaires, pour l'organisation d'un mouvement de masse et d'une économie socialiste, c'est aussi celle de son échec en tant que mouvement populaire. Avec la création du P.C.T. et l'arrivée des militaires entre 1968 et 1969, les luttes politiques vont se déplacer vers les coulisses des sommets de l'Etat.

### **3. Le réveil des militaires.**

Dès la chute de Youlou est institué un Conseil National de la Révolution. En 1964, est créé le M.N.R. (Mouvement National de la Révolution) qui devient officiellement parti unique, la même année. Son Comité central sera le lieu d'enjeux politiques importants.

Le M.N.R. est un front de transition. Il comprend des anciens éléments du régime youliste, des syndicalistes, des intellectuels revenus de France, des Congolais progressistes restés au pays. Le M.N.R. représente une forme de compromis autour d'un certain nombre de thèmes : luttes anti-impérialistes, ouverture vers les pays socialistes, dénonciation de l'appareil d'Etat néocolonial et de la bourgeoisie bureaucratique, évacuation des militaires français, laïcisation et nationalisation de l'enseignement, construction d'un réseau industriel, agricole et commercial d'Etat, « unification » des mouvements de masses avec la création de la C.S.C. (Confédération Syndicale Congolaise), de la J.M.N.R. (Jeunesse du Mouvement National de la Révolution) et de l'U.R.F.C. pour les femmes (cf. Bertrand).

La fraction la plus radicale du mouvement se trouve dans la jeunesse. Une partie de celle-ci a été influencée par le groupe « Basali ba Congo », de Claude-Ernest Ndalla, dit Ndala « graille », et de Noumazalaye. Ils fondent un journal « *Dipanda* » (Indépendance) qui est très radical. La violence du mouvement n'ira pas sans bavure. Trois hauts fonctionnaires, dont le Président de la Cour suprême et le Procureur de la République disparaîtront en 1965 et seront retrouvés mutilés quelques jours plus tard, dans des conditions non encore éclaircies.

Cette violence fait écho aux nombreuses tentatives youlistes de reprendre le pouvoir et aux luttes tribales qui vont secouer l'armée. Elle s'organise autour de la défense civile qui, dirigée par Diawara, vice-président de la J.M.N.R., et encadrée par des instructeurs cubains, tente de former un contre-pouvoir armé face aux militaires et aux attaques des youlistes. Mais l'esprit putschiste et l'autoritarisme l'emporteront sur une stratégie de contrôle populaire. Ange Diawara sera tué en avril 1973, après avoir tenté un coup de main minoritaire contre Ngouabi et instauré un maquis qui a tenu un an, le 22 février 1972.

La radicalisation de la gauche va se traduire par une élimination des syndicats chrétiens, par des mesures contre l'armée, une répression anti-youliste et par le développement du discours marxiste.

En 1964, la création de la C.S.C., comme syndicat unique entre en opposition avec la volonté des syndicats chrétiens de rester indépendant. Une campagne antireligieuse se développe au nom de la révolution. Des missionnaires sont expulsés. Les écoles religieuses sont nationalisées. Des personnalités religieuses, comme l'abbé Badila, directeur de la *Semaine*, sont molestés. Les deux leaders syndicaux Kava et Okiemba sont expulsés du gouvernement. André Hombessa, responsable de la défense civile, entre au gouvernement. Il devient ministre de l'Intérieur en 1965. Il est évincé en 1968. Il est aujourd'hui en exil après avoir été condamné à mort par contumace au moment du procès Ngouabi, en 1978.

En 1965, Youlou s'échange. Les complots youlistes se multiplient, notamment celui du 14 juillet 1966, où une trentaine d'hommes tentent un coup de main contre Brazzaville. Ceux-ci vont disparaître

avec l'arrivée de Mobutu au Zaïre, et donc avec la perte de leur soutien extérieur. Deux procès, en 1965 et 66, vont régler leur sort, mais sans exécution.

Au départ, l'armée semble peut s'intéresser au pouvoir. On trouve un seul militaire dans le gouvernement, le capitaine Nsika. En 1965, un jeune officier, Yhombi Opango, est chef de Cabinet militaire de Massamba-Débat. Un autre, le capitaine Ngouabi, représente les militaires au Comité central du M.N.R. Un jeune lieutenant qui rentre de France, L.-S. Goma, est commandant de Compagnie.

L'armée comprend moins de 2.000 hommes. Il y en a peut-être 7 à 8.000 aujourd'hui. Elle a servi dans l'armée coloniale française. Elle a été formée dans les écoles françaises. Elle réagit comme une armée de métier. Elle voit donc d'un mauvais œil l'arrivée de cent instructeurs cubains pour former une défense civile.

Une petite fraction de l'armée se laisse influencer par le mouvement révolutionnaire. Une autre prend conscience du tribalisme et de la mauvaise part qui échoit aux gens du Nord.

Pour éloigner les militaires, l'aile gauche du mouvement fait créer des postes d'attaché militaire dans chaque ambassade pour écarter les officiers trop remuants. Yhombi Opango est envoyé en U.R.S.S. en 1966.

Massamba-Débat subit entre mars et mai 1966 une opposition importante au Comité central du M.N.R. Il est mis en minorité, en mars. Il obtient alors la démission de Lissouba en espérant un successeur plus souple. Celui-ci démissionne le 26 avril. Noumazalaye le remplace le 26 mai 1966. Mais il doit aussitôt faire face à une mutinerie de militaires.

Le capitaine Ngouabi avait critiqué le Président du Comité central. Celui-ci, irrité, l'avait envoyé à Pointe-Noire pour s'en débarrasser. Mais Ngouabi refuse. Massamba le dégrade et fait signer le décret par Noumazalaye. Des civils et des militaires kouyou du Nord se révoltent pour soutenir Ngouabi. Après négociation ils obtiennent le retour de Ngouabi, le départ du commandant Moutsaka, chef du Haut Commandement, et son remplacement par le lieutenant Kimbouala.

Le commandant Moutsaka deviendra colonel, puis directeur de l'Imprimerie Nationale. Il sera impliqué dans la mort de Ngouabi. Condamné puis libéré, il vit aujourd'hui en exil où il a créé le Conseil National de l'Opposition Congolaise. Le lieutenant Kimbouala, considéré comme un progressiste, sera impliqué dans le coup manqué du 22 février 1972, puis il sera assassiné chez lui le jour-même de l'assassinat de Ngouabi en 1977.

Cette mutinerie aux multiples dimensions correspond en tout cas au premier pas de l'armée hors de la légalité. Pour tenter d'enrayer le processus, les civils transforment l'armée en Armée Populaire Nationale qui intègre tous les corps d'armée.



La lutte contre la religion (les syndicats chrétiens et les écoles), le tribalisme et l'armée se fait au nom du socialisme qui devient bientôt « scientifique ».

La chartre du M.N.R. du 26 février 1966 déclare : « Le peuple congolais s'est proclamé solennellement lors du Congrès constitutif du M.N.R., pour le Socialisme Scientifique, c'est-à-dire pour le développement non capitaliste ».

Plus loin, elle ajoute : « On retrouve la persistance des structures communautaires, la persistance du caractère religieux de l'obéissance au chef, les multiples variétés de transition entre le système capitaliste et les systèmes anciens, leur coexistence et intriguassions. Le caractère complexe et dépendant de la bourgeoisie africaine, le développement d'un prolétariat sur la base du capital étranger en général, la faiblesse de la bourgeoisie nationale (au Congo, elle est essentiellement de caractère bureaucratique).

*Ce sont là des données spécifiques qui jouent et continueront de jouer un rôle non négligeable et parfois même prépondérant à l'avenir. Il faut en tenir compte. »* (souligné par moi).

Ce texte est prophétique, car il indique l'importance de la dimension ethnique dans les rapports sociaux, ainsi que sa dimension magico-religieuse, avec la sorcellerie. Le problème est si important que Lissouba provoquera un scandale quand il lancera, en 1968, son concept de « tribu classe ». Et pourtant il existe bien un rapport entre l'analyse de classe et le tribalisme, c'est-à-dire entre un concept de classification théorique et un groupe d'appartenance vécue.

La politique socialiste de Lissouba se traduit par des nationalisations importantes dont le contrôle national en est donné à une équipe progressiste. Elle est éliminée en 1967 par Massamba Débat. Cela permet de transformer les entreprises d'Etat en fructueux gâteau pour les membres de son ethnie.

Le primat est donné à l'industrialisation. Le plan de 1964 ne prévoit que 6 % pour l'agriculture. Le gouvernement lance l'A.R.R. (Action de Rénovation Rurale), dont l'objectif est d'installer des jeunes urbains à la campagne. C'est un échec total. Diawara proposera les B.M.R. (Brigade Mobiles Rurales) en 1971, mais sans suite. En fait, le Congo n'aura aucune politique paysannale pendant quinze ans. Seul le P.D.R. (Projet de Développement Rural) du Pool, sur financements P.N.U.D. et Congolais, et quelques coopératives dispersées dans le pays, composeront les seules actions en faveur du paysannat.

Lissouba est docteur d'Etat en biologie. Il est l'un des plus brillants universitaires congolais. Il a été directeur de l'Agriculture et ministre de l'Agriculture. Il reste au Comité central jusqu'en 1968. Fin 1969, il est interdit de politique à la suite d'un procès. En 1972, Ngouabi le fait rentrer au P.C.T., au niveau du Comité central. En février 1973, il est arrêté pour l'affaire Diawara. Il est acquitté. Mais poursuivi par le P.C.T., il démissionne en 1974. En mars 1976, il est accusé de complot et condamné. En mars 1977, il est condamné

à perpétuité, comme « complice » du meurtre du président Nguabi. Libéré en août 1979, il soigne à l'étranger une santé compromise par une détention particulièrement dure dans le Nord du pays.

Le socialisme congolais s'est orienté suivant le modèle économique soviétique : priorité à l'industrie et à l'étatisation. Cela fut un échec politique et économique. Et pourtant le mouvement avait tenté poser le problème des jeunes et celui des femmes qui sont centraux en Afrique. C'est à celui des chefs ou des « grands » qu'il passa son temps à chercher une solution.

La structuration de la population en organisations de masse reflète les conflits qui traversent la société congolaise : émergence d'une classe ouvrière organisée, conflit des jeunes contre les anciens et prise de conscience de la situation aliénée des femmes. Mais les gouvernements successifs chercheront à les organiser par le haut plutôt que de laisser s'exprimer certaines revendications. La « capolarisation » qui en découle, explique, en partie, le nombre des tentatives de putschs ou de coups d'Etat.

En janvier 1968, Massamba Débat se débarrasse de Noumazalaye. Il assume lui-même la responsabilité du gouvernement. Il nomme le lieutenant Poignet ministre de la Défense. En moins de dix mois il devra démissionner sous la pression d'une coalition de civils et de militaires.

Noumazalaye a joué un rôle très important dans la vie politique congolaise. Il est un des responsables historiques de la jeunesse congolaise et de la J.M.N.R. Il a été premier secrétaire du M.N.R. et animateur du groupe « Basali ba Congo ». Allié à Nguabi en juillet 1968, il est provisoirement éliminé du circuit politique en 1969. La cour révolutionnaire l'acquitte de l'accusation de complot, mais l'interdit de politique avec les autres grands leaders de l'époque. En 1970, il est réintégré au niveau du Bureau politique du P.C.T. Il devient rapidement le numéro deux du parti avant d'être supplanté par Nze. En 1972, il est emprisonné pour complicité dans l'affaire Diawara sans aucune preuve. En 1973, il est amnistié. Il est ensuite réintégré dans la fonction publique et devient secrétaire général de l'Industrie, en 1977.

#### **4. La création du parti unique : le P.C.T. ou la fin du mouvement populaire.**

Depuis 1967, Massamba Débat doit faire face à une opposition intérieure de la part de son gouvernement, de l'aile radicale du mouvement, de l'armée et de la C.S.C. Paul Banthoud, secrétaire général de la C.S.C., est limogé fin 1967. Il est reproché au Président la corruption et le tribalisme grandissant du régime. En 1967, une loi oblige à l'africanisation des cadres. Cela doit lui assurer une base sociale plus large dans l'administration. L'agitation ouvrière et de la jeunesse est endémique.

Fin juillet 1968, Massamba Débat, l'agitation allant grandissante,

propose sa démission pour faire se découvrir ses adversaires. Cette période voit le rapprochement de Ngouabi et de Noumazalaye. Ndalla « graille » écrit des articles très critiques dans *Dipanda*. Fin juillet, un coup se prépare mais échoue parce que l'officier des blindés dormait complètement saoul.

Des mouvements de rue contradictoires s'opposent ou soutiennent Massamba Débat. Ngouabi est arrêté le 29 juillet 1968. Il est libéré le 1<sup>er</sup> août par les para commando. Le conflit devient ouvert. Diawara, retranché dans le « camp du Biaffra » avec la défense civile, négocie avec les militaires.

Tout le mois d'août se passe en attente, transaction et tentatives de solutions.

Le 1<sup>er</sup> août, Massamba Débat dissout l'Assemblée Nationale et suspend les activités politiques du parti. Il arrête des responsables du M.N.R. et de la J.M.N.R. Mais après l'arrestation de Ngouabi, l'armée lui ôte son appui. Il se retire à Boko, son village natal. Le lieutenant Poignet assure l'intérim. Ngouabi est nommé commandant en chef de l'armée populaire. Il rappelle Massamba Débat.

Fin août, le capitaine Raoul devient chef du nouveau gouvernement. En janvier 70, il deviendra vice-président du « Conseil d'Etat » (le gouvernement), mais il sera éliminé du Comité Central fin décembre pour «train de vie trop dispendieux ». Il représentait les officiers du Sud. Il sera impliqué dans l'affaire Diawara.

Ngouabi devient président du Conseil national de la Révolution. Il est le véritable homme fort. Massamba Débat démissionne définitivement le 4 septembre en faveur du lieutenant Poignet, mais sans succès. Diawara accepte la prise du pouvoir par les militaires. La défense civile est absorbée par l'armée. Diawara est intégré dans l'armée comme sous-lieutenant et devient commissaire politique. Il y a amnistie générale. Le 31 décembre 1968, Ngouabi est nommé chef de l'Etat. Le lieutenant Louis Sylvain Goma est promu lieutenant. Il devient chef d'état-major de l'armée populaire nationale.

L'année 1969 est consacrée à la préparation de la création du P.C.T. et de la normalisation des organisations populaires.

En novembre 1969, 29 membres d'un complot proche de l'U.D. D.I.A., de Youlou, sont arrêtés. Quatre condamnations à mort sont prononcées. On en profite pour écarter les principaux leaders politiques. La cour révolutionnaire de justice acquitte Massamba Débat, Noumazalaye, Lissouba et Hombessa, mais leur interdit toute activité politique.

En décembre, le bureau confédéral de la C.S.C. trop remuant est dissout. Ses membres seront tous éliminés en 1971. La J.M.N.R. devient l'U.J.S.C. (Union des Jeunes Socialistes Congolaises). Le 31 décembre 1969, le P.C.T., Parti Congolais du Travail, est constitué.

1968-1969 marque la fin du mouvement populaire direct. Il perd toute autonomie d'action par rapport au parti. Il entre dans sa

phase de caporalisation ; le conflit sur le rôle des militaires est reporté au sein de l'armée avec l'intégration de la défense civile ; les luttes politiques vont de plus en plus se passer au sommet de l'Etat sans aucun contrôle populaire. C'est le début de la fin de l'aile gauche du mouvement, de l'arrivée des militaires, de la revanche du Nord qui accède à la « tontine situationniste » et de l'apparition d'une nouvelle génération de cadres de droite ou de gauche.

## II. — LA « REVOLUTION DU VERBE ».

Le 20 novembre 1976, s'ouvre à Brazzaville la conférence du parti. Après une semaine de discussions, elle décide l'interdiction des témoins de Jéhovah et préconise le développement des langues nationales dans les textes du parti. Surtout elle porte un jugement sévère sur les pratiques politiques du Congo : « Les révolutionnaires congolais ont surtout fait la révolution du verbe, la révolution des salons ». (extrait du texte préparatoire à la conférence du parti d'octobre 1976). Que s'est-il passé entre janvier 1970 et la fin de 1976, à quatre mois de la mort du président Ngouabi.

### 1. La liquidation de la gauche historique.

Depuis le 31 décembre 1968, le Congo est devenu une République populaire, avec le marxisme-léninisme comme idéologie officielle. Une nouvelle Constitution, la troisième depuis 1960, est instituée. Le 4 janvier, Ngouabi devient chef du nouvel Etat. Il a été nommé commandant, grade qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort, contrairement aux autres officiers supérieurs. Ainsi, son cousin Yhombi se fera nommer général dès sa prise de pouvoir en 1977. Le commandant Raoul est chef du gouvernement, le « Conseil d'Etat ».

En sept ans, Ngouabi n'aura peut-être que deux ans de répit, en 1974 et 1975, grâce au pétrole. Dès ses débuts, il a à faire face à deux complots, l'un de droite, l'autre de gauche, à une contestation étudiante et ouvrière et à une opposition de droite menée par Yhombi, alors chef d'état-major. La bourgeoisie bureaucratique s'installe au pouvoir avec l'élimination de la J.M.N.R. et du M.N.R. Elle n'est pas homogène et comprend sa droite favorable à un capitalisme libéral et sa gauche favorable à un capitalisme d'Etat.

Cette distinction recoupe des alliances plus complexes fondées sur l'origine ethnique, scolaire, militaire ou religieuse, des amitiés de « procès », etc. La rotation des cadres est si rapide que la « tontine des situations » tend à brouiller les cartes et les objectifs politiques.

Aussi l'utilisation des termes de droite et de gauche sont-ils relatifs à la place occupée, ou non, dans l'appareil d'Etat et à l'intégrité, ou, non, morale. Les discours et les pratiques sont peu discriminants. Même les « étiquettes » de prosoviétique, prochinois, profrançais ou de « technicien », politique modérée ou progressiste sont fluctuantes dans le temps.

L'opposition elle-même, interne ou externe, tend à subir systématiquement la stratégie d'intégration-élimination qui limite sa marge de manœuvre, sans compter souvent son imprudence, son manque d'organisation, sa méconnaissance des réalités régionales et son verbalisme.

Les cartes sont à tel point brouillées que Yhombi Opango, connu pour son opposition au marxisme, a sorti un livre en 1978 sur la pratique militante au Congo, dont le titre plagiait Amilcar Cabrai ! Ce qui est discriminant c'est la sécurité d'Etat et son système policier à la fois tatillon, aléatoire et approximatif. Le pouvoir se maintient en partie par la délation : « surveiller et pourrir ou le système Pavel Morozev », comme dirait Claude Roy (*Nouvel Observateur* du 31-3-1980).

Le 23 mars 1970, un complot mené par le lieutenant Kikanga échoue de peu à Brazzaville. Il est le chef de file d'une opposition de droite Lari du Sud. Il y a onze condamnations à mort, dont cinq par contumace, et une centaine de condamnations. Le nombre des condamnés dépasse largement le cadre du complot comme les autres grands procès qui suivront. La fonction des procès est de faire avancer la « tontine situationniste ».

Entre 1970 et 1971, l'opposition ouvrière et étudiante grandit. Fin 1970, un colloque de l'U.G.E.E.C. (Union Générale des Etudiants et Elèves Congolais), propose un projet sur « l'école du peuple » dont les premières mises en place ne se feront que vers la fin des années soixante-dix, sous l'égide de l'UNESCO. Il propose une école plus adaptée « aux réalités du pays ». L'opposition de la classe dirigeante est d'autant plus forte qu'il supprime les « équivalences de plein droit » avec la France. Il touche donc à la qualité des « situations familiales », fondée sur l'obtention de diplômes français.

En 1971, des grèves éclatent à Pointe-Noire, la cité portuaire et industrielle du Congo, et aux plantations nationalisées de Jacob (Nkaye, aujourd'hui), en dehors du contrôle syndical.

Ngouabi résout la crise en « épurant » le parti avec l'élimination du commandant Raoul, sur sa droite, de Ndalla « graille » et d'un jeune officier radical, Sassou Nguesso, sur sa gauche. Le bureau de la C.S.C. est aussi liquidé. Kondo en devient le secrétaire général jusqu'à son éviction en mars 1976, pour « complot » officiellement mais surtout pour prévarication.

Le 21 février 1972 une rumeur de coup d'Etat menée par Yhombi court dans Brazzaville. Ange Diawara, un des derniers chefs de la gauche historique encore au Bureau politique, tente un putsch, malgré l'avis contraire de ses alliés, dans l'impréparation et la confusion. Il y aurait eu plus de 2.000 arrestations d'après Tenaille (*In, les 56 Afriques* - Maspero). Le commandant Raoul et Ndala « graille » sont arrêtés, suivant la technique de l'amalgame.

Yhombi mène la répression. Suite à des exécutions sommaires, une cour martiale prononce 13 condamnations à mort qui sont

commuées en détentions à perpétuité grâce à une action de Ngouabi qui s'oppose violemment à Yhombi. Toute la gauche historique est éliminée de la vie politique.

Ange Diawara monte un maquis dans la région du Pool ; autour de Brazzaville, à Goma-tse-tse. Il tient un an avec un réel appui des paysans. Le nombre des maquisards atteint 30 à 40 personnes. C'est la première expérience paysannale de la gauche. Il est assassiné en 1973, avec J.-B. Ikoko, J.-C. Bakekolo et J.-P. Olouka. Leurs corps sont montrés au public. La répression tue aussi le célèbre chanteur Boukaka. Plusieurs personnes échappent de peu à la mort, ainsi l'actuel recteur Abibi qui ne fut sauvé que grâce à ses réflexes.

La liquidation du maquis du M 22, mouvement du 22 février, qui fit son autocritique de l'entrisme, entraîne la liquidation de l'aile gauche du P.C.T., l'élimination de nombreux cadres du Sud, la victoire de l'armée et des élites du Nord.

Le pouvoir en 1972-1973, s'appuie sur quatre personnes avec Ngouabi à la tête de l'Etat, Yhombi à la tête de l'armée, Nzé à la tête du parti et Kondo à la tête de la C.S.C. Tous les quatre sont du Nord.

Nzé est entré au P.C.T. à sa création. Il appartient à la jeune génération de cadres soutenus par Ngouabi, avec Lekoundzou, ancien secrétaire de l'A.E.C. à Paris, et Pougui. Henri Lopès entre au bureau politique en 1972. Il est connu pour sa production littéraire. Il devient premier ministre en 1973 jusqu'en décembre 1975 où il perd toute responsabilité officielle. Il revient comme ministre des Finances sous Yhombi puis sous Sassou Nguesso.

Nzé subira aussi une éclipse en 1976, à cause du « complot du 24 mars ». Il est exilé à Zanaga, en brousse. Il revient sous Sassou Nguesso, comme ministre des Affaires étrangères.

## **2. Le socialisme du rite et de l'incantation : le répit pétrolier.**

Le 29 juillet 1973, une nouvelle Constitution, qui rétablit les pouvoirs populaires dans les campagnes, une Assemblée nationale et un nouveau Conseil d'Etat (gouvernement), est approuvée par 73,5 % de voix.

Le 31 août 1973, H. Lopès forme le nouveau gouvernement. Les royalties du pétrole donnent au régime deux ans de répit qui lui permet de mater l'opposition étudiante, tout en favorisant les salariés de l'Etat dont certains voient leurs salaires augmenter de 50 %.

En janvier 1974, l'U.G.E.E.C. s'oppose à Ngouabi. Les responsables sont envoyés à l'armée pour 6 mois. L'U.J.S.C. (Union des Jeunesses Socialistes Congolaises) prend le contrôle de l'Université.

Le verbalisme révolutionnaire de l'U.J.S.C., à travers des déclarations sur la nécessité de maintenir « la permanence de la ligne juste à travers quelques actions éclairées » (session du 2 août 1975),

sur le devoir « d'une action socialiste conséquente », et sur l'obligation de faire une « sérieuse autocritique », tend à masquer une pratique carriériste et policière.

La plupart des responsables appartiennent aux élites du Nord. Ainsi Jean-Jules Okabando, qui est secrétaire général de l'U.J.S.C. Il est éliminé en 1976 à la suite du « complot du 24 mars ». Il a été dénoncé par deux membres étudiants de l'U.J.S.C. Il réussit à se démarquer de Lissouba, Kando et de Nzé qui étaient aussi impliqués. Il est exilé à Mossendjo. Il reviendra au pouvoir après l'élimination de Yhombi Opango, comme commissaire politique de la Lekoumou.

A partir de 1975, les élites du Nord commence à prendre en main l'université. Un jeune intellectuel mbochi, docteur en linguistique, Ndinga, devient directeur de l'I.N.S.S.E.D. en 1975, puis recteur de l'Université et enfin ministre de l'Education nationale. L'actuel recteur Abibi est un mbochi rescapé de la répression de 1972.

Le succès et la rapide promotion des intellectuels du Nord crée un malaise parmi les élites du Sud, plus anciennes et souvent plus diplômées. Elle va aussi provoquer des conflits nombreux parmi les différentes fractions du Nord, entre Mbochi, Kouyou, Boundjo, etc.

Les conflits sont d'autant plus forts que la rente pétrolière de 21 milliards représente un enjeu important. Elle disparaît en salaires et en fonctionnement.

La rente pétrolière « mangée » et l'inflation internationale aidant, le pays entre dans une grave crise économique : inflation, désinvestissement, frais de fonctionnement de l'Etat supérieurs à la valeur ajoutée de l'économie et dégradation des conditions de vie. Elle provoque une crise politique, avec rumeurs de complots, arrestations et congrès qui entraîne le 11 décembre 1975, la démission du gouvernement, du bureau politique et du Comité central.

Le 12 décembre, Ngouabi forme un état-major spécial révolutionnaire (E.M.S.R.), avec Louis Sylvain Goma, qui devient premier ministre ; Denis Sassou Nguesso, ancien directeur de la Sécurité, chargé de la Défense et de la Sécurité ; Jean-Pierre Thystère Tchicaya, chargé de la permanence du parti, ancien responsable de l'Enseignement supérieur, et Jean-Pierre Ngombe, un jeune, pour l'Information. L'E.M.S.R. est dirigé par trois militaires dont un ancien responsable de la Sécurité, un des postes clés du régime.

Le gouvernement, présidé par le commandant Goma, comprend de nombreux techniciens et universitaires : Théophile Obenga, Tati Loutard, Pierre Ngaka, pour l'Université, et Mouambenga comme technicien. Il veut symboliser la compétence et l'efficacité.

Il décide une politique d'austérité qui provoque une opposition de la C.S.C., d'une fraction de l'U.J.S.C. et de « politiques » menacés par la « radicalisation ».

Un ordre de grève générale est lancé le 24 mars. Il est suivi pas-

sivement pendant deux heures. L'armée tire et met en prison les leaders syndicalistes et politiques.

Un procès formel condamne Lissouba, Nzé, Kando et d'autres. Mais les peines ne sont pas appliquées. En juillet et août 1976, le pouvoir réintègre les dissidents du 22 février dans la fonction publique.

La « tontine situationniste » continue à travers la régulation du parti et de la sécurité d'Etat. Le parti est à la fois juge et parti. Tous ceux qui sont dedans sont « révolutionnaires ». Ceux qui le critique sont contre-révolutionnaires. Sa pratique revient en fait à canaliser les conflits entre les fractions de la classe dirigeante et à présenter l'élimination d'une fraction comme la victoire des masses sur les profiteurs.

La conférence du parti de novembre 1976 formalise et légitime la concentration du pouvoir, comme dans la période 68-69. Elle prépare en fait la venue au pouvoir des militaires en mars 1977. Le développement ne passe pas par la résolution des problèmes, mais par la fuite dans l'imaginaire de l'Etat fort, de la violence légitime.

### **3. L'assassinat de Nguabi.**

Le vendredi 18 mars, vers 14 h, un silence lourd pèse sur Brazzaville. Les rues sont vides. On apprend dans la soirée que le président Nguabi a été assassiné par un commando.

C'est la deuxième fois que j'assiste à l'assassinat d'un chef d'Etat en Afrique. La première fois c'était en février 1975, à Madagascar, avec l'assassinat du colonel Rastimandrava. Dans les deux cas la vérité ne sortira pas du procès.

Officiellement, la mort de Nguabi est attribuée à un « commando suicide », dirigé par le capitaine Kikadidi, lui-même à « la solde » de l'ancien président Massamba Débat. Kikadidi aurait réussi à s'enfuir.

Massamba Débat est arrêté. Suite à des aveux dictés et lus à la radio, il est passé par les armes le vendredi 25 mars, après un « jugement » en huis clos.

La droite de l'armée ne veut pas être dépossédée de sa vengeance comme en 1972. Elle frappe vite et dure, sous l'impulsion de Yhombi, qui sort vainqueur de l'épreuve de force.

Yhombi Opango revient de loin. Il représente plutôt les intérêts français au Congo. Il est connu pour son antimarxisme. Il avait déjà été écarté en 1966 par la gauche radicale. Entre 1970 et 1973, il est chef d'état-major de l'armée. Il conduit la répression contre le M 22. En 1972, il est nommé colonel et entre au bureau politique. Un an plus tard, il est éliminé du bureau politique et limogé de son poste de commandant en chef de l'armée. En 1974, il réapparaît



dans les nouvelles instances de décision de l'armée, le Comité de défense. En 1975, il est de nouveau écarté par Nguoubi. Il perd son poste de ministre de la Défense nationale chargé de la Sécurité, et il est exclu du Comité central.

Il devient directeur des travaux publics, ce qui est un poste « juteux » financièrement, à cause de l'importance des contrats. En mars 1977, il devient président du Comité militaire du parti. Il est écarté de l'Etat en février 1979. Il est arrêté en mars 1979 à la suite du Congrès extraordinaire du parti. Il est aujourd'hui en résidence surveillée.

Le nouveau régime cherche à éliminer tous les opposants potentiels : Nzé, Lissouba, qui est condamné à perpétuité, comme Ndalla « graille », Okabando, Kondo, Ondziel, capitaine du Nord et ancien chef d'état-major ; Mouzabakani, celui qui avait reçu la démission de Youlou ; Moutsaka, qui avait été chassé à la suite de la mutinerie des soldats Kouyou ; Martin Mberi, ancien responsable de la J.M.N.R., etc. et des personnalités vivant en France ; Matsika, ancien syndicaliste des « trois glorieuses », Moudileno...

La répression touche tous les milieux politiques, aussi bien du Sud que du Nord, civil que militaire, de droite que de gauche. Le capitaine Kimbouala est tué à son domicile, le cardinal Biayenda est assassiné quatre jours plus tard. Les principaux témoins de l'assassinat sont éliminés physiquement.

Le procès, un an plus tard, fera apparaître la fragilité de la version officielle et la fonction réelle de l'assassinat de Nguoubi : liquider tout ce qui pouvait rappeler la J.M.N.R. et la gauche historique.

#### **4. La création Comité Militaire du Parti (C.M.P.).**

Aussitôt connu, l'assassinat de Nguoubi, un couvre-feu est proclamé ainsi que la constitution d'un Comité militaire du parti composé de onze membres dont la composition ne sera connue que deux semaines plus tard, après l'enterrement du président Nguoubi. Tout le monde attendait la victoire de Sassou Nguesso. C'est Yhombi Opango qui gagne.

Le Comité est le résultat d'un rapport de forces. Thister Tchicaya arrive à faire imposer la référence au parti à ce Comité qui se voulait avant tout militaire. Il est éliminé et ne réapparaîtra que deux ans plus tard pour faire tomber Yhombi.

Le C.M.P. est dirigé par un triumvirat, Yhombi Opango, Sassou Nguesso et Goma. Il reprend la forme des structures provisoires centralisées et autoritaires de 1963, 1968 et 1975. Au-dessous de lui, un gouvernement de 16 membres est dirigé par Goma. Il ne comprend que deux élites du Sud, qui sont vilis, comme en 58 et 75. Les Congolais transformeront le sigle C.M.P., par dérision, en « la Cuvette Monte au Pouvoir ».

On note la présence de 6 militaires, le retour de Lopès, comme

ministre des Finances (qui aurait contacté Journiac, en France, peu de temps avant, d'après Tenaille, ce qui tendrait à démontrer la thèse d'un complot profrançais), le maintien de Théophile Obenga, comme ministre des Affaires étrangères et défenseur de l'ouverture à l'Ouest. Le ministre de l'Intérieur est un membre du C.M.P., François-Xavier Catali, un bondjo du Nord, ancien chef de la zone militaire de Pointe-Noire au moment des mouvements étudiants et ancien ministre de l'Agriculture sous Ngouabi.

En fait, le pouvoir de ce gouvernement est assez formel. Tout est centralisé au niveau du C.M.P. Ceci correspond aux objectifs de centralisation du pouvoir préconisé par la conférence du parti de novembre 1976.

Le parti est toujours maintenu officiellement. Comme l'écrit *Etumba*, 'en mai 1977 : « Le P.C.T. demeure notre état-major de combat ». En fait il glisse de plus en plus vers le clientélisme et le formalisme marxiste. *Etumba* diffuse la loi et les prophètes pour masquer une dictature militaire et la montée d'arrivistes ou d'incompétents notoires, tel que Mang Benza, nouveau secrétaire général de l'Education nationale. Il est aujourd'hui retourné « à la base ».

La « tontine situationniste » a terminé la rotation qu'elle avait commencé sous Youlou. En 1977 et 1979, le « Youlisme inversé » va fonctionner au profit des élites du Nord sans aucune retenue.

### III. — LA CHUTE DE YHOMBI : LA MISE EN EVIDENCE D'UN SYSTEME SOCIO-INSTITUTIONNEL ORIGINAL

Le mardi 3 février 1978 s'ouvre, à Brazzaville, le procès des inculpés dans la mort de Ngouabi. Le pouvoir le présente comme un procès révolutionnaire. C'est le 7<sup>e</sup> ou 8<sup>e</sup> procès politique « révolutionnaire » depuis quinze ans. Il rentre dans le processus de ritualisation de la régulation des conflits. Mais pour la première fois les sentences de mort seront exécutées en moins de vingt-quatre heures. Yhombi a transgressé les règles du « jeu » politique et traditionnel. C'est ce qui le perdra.

#### 1. La stratégie de Yhombi Opango : « La rigueur révolutionnaire ».

Le nouveau président Yhombi a trois objectifs : appliquer l'austérité face aux dépenses de fonctionnement de l'Etat toujours croissantes ; restructurer sa clientèle tribale pour s'assurer une nouvelle base sociale à la fois civile et militaire ; conforter sa légitimité nationale et internationale en ouvrant un procès qui doit démontrer que l'assassinat de Ngouabi n'est pas le fait des membres du C.M.P., dont il est président. La population a déjà traduit C.M.P. par « Complice du Meurtre du Président ».

La classe dirigeante est d'accord dans son ensemble pour l'institution d'un « régime fort » qui lui permettrait d'imposer une poli-

tique d'austérité sans contrepartie. Ceci se traduit par trois mots d'ordre : Travail, ordre (appelé « violence révolutionnaire » ou « dictature du prolétariat ») et unité nationale. Le slogan du C.M.P. est : « Immortalisations à jamais notre guide, le camarade Marien Ngouabi dans et par le travail, la rigueur et la discipline révolutionnaires ». Cela se traduit par des licenciements et la suppression du 13<sup>e</sup> mois pour les travailleurs.

La politique d'austérité entraîne un mécontentement certain qui va se traduire par de courtes grèves aux P.T.T. et à la Société nationale d'Electricité fin 1977. Elles sont réprimées par l'armée et Yhombi en personne.

Pour se maintenir, Yhombi renforce le poids de l'armée, grâce à un recrutement important, et favorise l'enrichissement d'une fraction de la bourgeoisie bureaucratique : construction de maisons, utilisation du matériel public, achat de terrain, accélération des promotions, signature de contrats d'investissement, etc. marquent les avantages de ceux qui suivent Yhombi. Le slogan « vivre durement aujourd'hui pour vivre mieux demain » est retourné en « vivre durement à Bacongo pour vivre mieux à Mpila », où habitent les leaders du Nord du C.M.P.

Enfin, pour asseoir sa légitimité il fait ouvrir le procès sur l'assassinat de Ngouabi.

## **2. Le « procès » de la révolution ».**

Le procès « du siècle » qui s'ouvre à Brazzaville est radiotélévisé en direct. Il est à la fois truqué et improvisé. Sur le fond les charges qui pèsent sur les inculpés sont insignifiantes. Sur la forme les droits de la défense ne sont pas respectés, ce que confirmeront M<sup>e</sup> Henri Choukroun pour les Droits de l'homme et M<sup>e</sup> Mignard pour l'Association des juristes internationaux venus de France comme observateurs.

Sur son sens c'est un procès politique entre ceux qui ont rallié le régime et ceux qui sont restés fidèles à Ngouabi et contre ceux qui ont soutenu la révolution congolaise directement ou indirectement entre 1963 et 1968. C'est aussi un procès religieux contre les formes magico-religieuses traditionnelles et les chrétiens. Il est enfin l'occasion de règlements de comptes personnels liés à vingt ans de contentieux politique.

Le procès est mené, en toute partialité et passion, par le commissaire du gouvernement Okoko. Il a été membre de la cour martial qui a liquidé Massamba Débat en mars 77, ainsi que les principaux témoins. Il avait été le conseiller juridique de Débat en 1963. Il n'hésite pas à intimider les témoins à décharge : « Ce futur accusé qui parle encore comme témoin », s'écrit-il en plein prétoire ; à refuser de faire témoigner les témoins oculaires ; à utiliser les faux témoignages, relevés par le président Assemekang lui-même.

Il apparaît à l'évidence que le commando accusé d'avoir tué Ngouabi n'a pu faire le coup mais qu'il a été doublé par un autre commando dont les membres sont au C.M.P. ou proches de celui-ci. Le procès ne démontre rien sur la culpabilité des accusés mais tend plutôt à cacher les responsabilités à un niveau très élevé. Certains sont tombés avec Yhombi, d'autres sont encore au pouvoir aujourd'hui.

Les accusés sont à 95 % des gens du Sud. Les quelques inculpés du Nord sont soit de simples soldats, soit des officiers restés fidèles à Ngouabi.

C'est en fait un procès tribal et politique qui tente d'imiter la fonction des procès staliniens : les méthodes d'interrogatoires ne portent pas sur des faits, mais sur des comportements, des intentions, des fantasmes, la vie privée, les relations amicales ou familiales et surtout le passé politique.

Le procès de Brazzaville est bien le « procès de la Révolution », comme dit la radio, mais contre la révolution.

Le 6 février, dix des accusés sont condamnés à mort. Des intellectuels français, Sartre, S. de Beauvoir, J. Roux, du P.C.F., écrivent pour les sauver. De même, L. Jospin, pour le P.S., envoie un télégramme le 6 février. Le 7 ils seront tous exécutés.

### **3. La chute de Yhombi : la fin du « Schah de M'Pila ».**

Le colonel, qui devient général, Yhombi Opango, semble avoir gagné à court terme. Mais plutôt que de chercher appui dans le parti qui lui est opposé, il va s'appuyer sur une garde prétorienne et un véritable blockhaus de luxe dans le quartier de M'Pila. Mais il ne prévoit pas que le choc viendra des institutions sur un mode pacifique et non violent.

En 1979, le mécontentement est grand : les salaires sont bloqués dans la fonction publique, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspond à une perte de 30 % du pouvoir d'achat ; tous les deux mois les salaires subissent une retenue de 20 %, quand ils ne sont pas payés avec un mois de retard.

Yhombi a un train de vie ostentatoire : lit luxueux (la rumeur estime à 17 M de F CFA l'ensemble de l'aménagement de la pièce), un zoo, des voitures, etc. Par ailleurs, il semble vouloir réorienter le régime vers un nouveau parti et un autre système économique.

La lutte s'engage entre la gauche et la droite du parti suivant le processus habituel : la lutte pour le contrôle du Comité central, suivi de l'exclusion des vaincus, mais dans un contexte intérieur très explosif.

Le 30 janvier 1979, un meeting populaire, un des autres éléments de la régulation des conflits, demande la convocation d'un Congrès extraordinaire. Le 5 février, le Comité central se réunit après plus de

deux ans d'éclipse. Sassou Nguesso, s'appuyant sur « l'aile gauche » du P.C.T., menée par Thistère Tchicaya, met Yhombi en minorité. Il doit démissionner.

Les alliés de Yhombi qui ont touché des « enveloppes » sont éliminés les uns après les autres. L'humour ne perd pas ses droits. Dans l'atmosphère de fête qui suit la fin de Yhombi, les travailleurs de la poste pendent une grande banderole : « A bas les enveloppes ! ».

Le Congrès extraordinaire se réunit du 26 au 31 mars. Vingt membres du Comité central de 1974 sont éliminés. Trente-cinq nouveaux rentrent. Trois hommes contrôlent le pouvoir : Sassou Nguesso, chef de l'Etat, Thistère Tchicaya, membre du bureau politique chargé de l'idéologie et de la propagande, et Bokomba Yangouma, secrétaire général de la C.S.C.

Le nouveau pouvoir politique élargit sa base sociale. Les hommes les plus liés à Yhombi, comme Obenga, ancien ministre des Affaires étrangères, ou Ngombé, responsable de la jeunesse, disparaissent pour le moment de la scène politique. Réapparaissent des cadres plus anciens comme Thistère Tchicaya, connu pour son honnêteté et son courage, mais aussi pour son rigorisme, et Nzé qui devient ministre des Affaires étrangères, ainsi qu'un certain nombre d'hommes désignés comme « M 22 ». Lopès reste comme ministre des Finances et Adada, comme ministre de l'Energie. Des jeunes, classés à gauche, sont nommés ministres : Elenga Ngaporo, au Commerce, et Itady, à l'Agriculture.

La suite du processus de normalisation se poursuit comme en 1963 et 1968-69, avec une élection des nouveaux députés et un référendum constitutionnel. Il n'y a qu'une liste mais la désignation des candidats est complexe. Elle est en partie contrôlée par une base sociale qui peut au moins empêcher certaines investitures.

Les élections du 8 juillet 1979, dans des conditions parfois douteuses quant à la liberté de vote, donne la victoire au régime en place et lui assure sa légitimité. La nouvelle Constitution revient à l'esprit de celle de 1973, avec une certaine déconcentration des pouvoirs et un retour au système électif. En août 1979, tous les prisonniers politiques sont libérés.

En 1980, l'ambiance est plutôt à la détente. Mais est-ce le calme avant la tempête, car aucun des problèmes fondamentaux qui ont marqué le Congo depuis vingt ans n'ont été encore résolus. Ceci est d'autant plus difficile que la tension Est-Ouest s'aggrave en Afrique, que la crise mondiale touche le Congo de façon importante, et qu'au niveau intérieur le changement politique apparaît paradoxalement comme la continuité d'un mécanisme de régulation des conflits qui dure depuis vingt ans : la « tontine situationniste ».

### **CONCLUSION : La « tontine situationniste » : un mode original de régulation des conflits politiques.**

Le nouveau chef de l'Etat, Denis Sassou Nguesso, déclare en

Mars 1979 au 3<sup>e</sup> Congrès extraordinaire du parti : « Par le passé, nous avons trop souvent utilisé la qualité de membre du parti, non pas pour faire avancer la lutte, mais pour tenter d'améliorer notre situation personnelle », c'est la critique du « situationnisme ».

Tout au long de la reconstruction de l'histoire politique des élites dirigeantes congolaises, j'ai été frappé de la ressemblance, de l'homologie structurelle, qui existait entre les modes de contrôles sociaux et de régulation des conflits et des formes de coopération entre aînés sociaux et entre ceux-ci et les cadets sociaux dans la société lignagère paysannale traditionnelle et ceux de la société politique moderne.

L'influence de la conscience lignagère ou familiale, et la force de l'endogamie ethnique, comme mode d'intégration social, l'importance de la sorcellerie, comme mode de protection ou d'agression symbolique, fondée sur le respect des normes sociales et sur la culpabilité, et l'omniprésence de la tontine (ou *Kitemo* en kikongo) au sens large comme structure de circulation des biens, de l'énergie humaine, de l'accès à la terre ou de la sorcellerie, se retrouvent, sous forme réinterprétées, dans les institutions politiques modernes.

Ainsi, depuis vingt ans, la régulation des conflits politiques fonctionne suivant un modèle, que j'ai appelé de façon imagée et symbolique la « tontine situationniste ». L'explication culturaliste de ce modèle n'épuise pas l'interprétation du système politique congolais soit par rapport à la dépendance extérieure, soit par rapport aux conflits de classes intérieurs.

Elle intègre cependant une dimension, le tribalisme, qui est le plus souvent nié et condamné ou utilisé de façon unilatérale et réductrice, comme pendant la colonisation. Pourquoi ne sont reconnues comme positives que la conscience nationale ou la conscience de classe ? N'est-ce pas une fuite dans l'imaginaire politique qui favorise au fond le maintien du système actuel ?

Il y a quelques années, une tontine rassemblait une dizaine de travailleurs congolais dans le quartier milice de Brazzaville. Il y avait 9 Congo et 1 Teke. Chaque mois une personne recevait 10.000 F des autres. Le mois d'après un nouvel individu reçoit les 90.000 F et ainsi de suite chacun à son tour. Le dernier mois arrive le tour du Teke. Tous les Congo refusent de verser leur part et vont faire une nouvelle tontine entre eux. Cet exemple illustre le problème et les mécanismes de la « tontine situationnistes » au sommet de l'Etat à la fois rotation de l'accès au pouvoir et élimination de cette accès, que ce soit sur une base politique de droite ou de gauche ou sur une base ethnique.

Depuis 1960, le Congo a connu de nombreuses crises qui pour la plupart ont été cependant limitées dans le temps et dans l'espace urbain. Or, on découvre que sous le désordre et l'instabilité apparente il existe une régularité, un modèle rituel de résolution des conflits.

Ce modèle, *s'il a* des inconvénients en ce sens qu'il renforce un marxiste par rapport à une interprétation progressiste, ce modèle à moyen ou long terme, ou s'il relativise largement le discours marxiste par rapport à une interprétation progressiste, ce modèle possède un certain nombre d'avantages non négligeables et qui sont propres à la culture congolaise, à la fois lignagère et socialiste.

### **1. Le fonctionnement de la tontine : La circulation des cadres.**

En très gros la régulation des conflits politiques suit le schéma suivant : corruption et crise économique -> mouvement social ou luttes institutionnelles -> répression -> procès et normalisation institutionnelle -> amnistie -> appel au suffrage universel ->...

Le schéma de régulation des conflits s'appuie sur les deux stratégies déjà décrites plusieurs fois « d'intégration — élimination », pour les cadres et de « marche pieds — caporalisation », pour les masses populaires. Le modèle exprime une ritualisation des conflits pour en limiter la violence.

Première phase : Au départ, chaque régime a puisé sa légitimité d'une libération violente, nationale pour Youlou, puis révolutionnaire pour les autres. Ils sont tous tombés pour corruption, mauvaise gestion ou détournement de fonds, Ngouabi inclus, même si lui-même ne fut pas attaqué en tant que tel. Chaque régime assoit sa légitimité en dénonçant le situationnisme du précédent.

Deuxième phase : Le malaise économique qui accompagne le nouveau régime (que les causes soient internes ou externes), entraîne un malaise social et une lutte entre les fractions de la classe dirigeante. Au niveau des luttes sociales, les masses sont utilisées ou comme marchepieds pour favoriser la victoire d'un camp ou réprimées et caporalisées. Au niveau politique, la crise conduit soit à des putschs, des commandos ou des « complots » qui expriment la phase violente du conflit, avec pour symétrique la répression militaire, soit, et/ou à une lutte institutionnelle et son double rituel, le procès politique.

Cette deuxième phase est un des temps forts de la tontine, c'est-à-dire de la stratégie d'intégration - élimination des différentes fractions de l'élite dirigeante : entrée, suspension, éviction, ponté au Comité central ou au bureau politique, constitue les différentes formes de rotation des élites et donc de régulation de l'accès au pouvoir à tour de rôle.

L'entrée, l'éviction ou le maintien se fait soit à travers les alliances politiques ou clientélistes au sein de l'appareil d'Etat, d'où l'importance des règles de recrutement du P.C.T. et de ses instances dirigeantes ; soit en utilisant les masses comme « marche pieds » avec toute une ritualisation du « soutien » : motions, télégrammes et marches de soutien, congrès ordinaires ou extraordinaires, conférences du parti, etc. Tout « l'imaginaire socialiste » se déploie dans ces circonstances. C'est en général le moment où sont connues les exac-

tions du régime précédent. La ritualisation du soutien permet de se démarquer, dans l'imaginaire, de l'ancien régime.

La troisième phase suit les crises ouvertes graves. La répression profite du champ ouvert pour liquider par la violence directe ceux qui risquent d'être sauvés après par la légalité. Ceci se traduit par une stratégie de repli des cadres menacés, qui tentent de se cacher dans leur quartier, en attendant la fin de la violence directe. C'est la phase la plus « mangeuse » d'hommes, pour reprendre un terme de sorcellerie. Toute proportion gardée elle reproduit le système d'agression traditionnelle en cas de non-respect de la norme établie, ou de contestation.

Quatrième phase. : Le procès politique représente la tontine inversée : la plupart des dirigeants congolais sont passés à tour de rôle sur les bancs des accusés, soit devant un tribunal, soit devant une instance politique. Certains ont même été plusieurs fois condamnés à mort. Dans la plupart des cas les peines n'ont pas été appliquées, sauf sous le régime Yhombi qui a le premier rompu avec la ritualisation du « sacrifice expiatoire », mais symbolique.

Cette phase correspond de façon analogique à la « confession » familiale qui suit la sorcellerie d'agression pour déterminer qui est coupable, qui a « mangé ». Il y a eu une dizaine de grands procès politiques en dix-sept ans.

La cinquième phase consacre la rotation des cadres qui participent à la tontine. C'est la fin du cycle intégration - élimination, l'oubli du passé, le temps de la réconciliation nationale et le début des nouvelles situations. Une consultation électorale, un référendum, une amnistie générale de droite et de gauche, un élargissement de l'accès au pouvoir, traduisent le début d'une nouvelle vie révolutionnaire, comme un éternel retour.

## **2. Le sens de la « tontine situationniste » : un système qui empêche l'enrichissement individuel prolongé.**

Le terme de tontine n'est qu'une image et ne traduit qu'une partie de la réalité. Cependant, elle fait apparaître les racines africaines dans lesquelles sont inscrites les institutions congolaises et leurs régulations.

Le fond de la « tontine situationniste » est constitué par le tribalisme, qui est lié au clientélisme et à la corruption. Mais le tribalisme est ambivalent et ne peut se réduire à sa dimension négative. Il peut apparaître aussi comme un régionalisme positif. D'autre part, la critique du tribalisme ne porte peut-être pas sur la corruption en tant que telle, au sens occidental.

En terme traditionnel, la corruption peut être assimilée à une prestation, qu'elle soit extorquée ou non. L'important est qu'elle soit redistribuée par le chef de famille. Ainsi, la critique de la corruption



porte surtout sur sa non redistribution, soit au sein du groupe tribal, soit par rapport aux classes dominées.

La « tontine situationniste » représente un moyen de contrôle social qui garantit soit l'accès par rotation au pouvoir et à l'argent, soit la redistribution d'une partie de l'argent sous peine d'être « épuré ». En provoquant une rotation permanente la tontine limite l'accumulation individuelle permanente.

Le modèle de la tontine explique l'ambivalence du discours marxiste et du parti unique : le parti unique garantit le fonctionnement de la tontine pour l'ensemble de la classe dirigeante militaire ou civile, jeunes ou anciens, du Nord ou du Sud. Le marxisme garantit la continuité de la dynamique de la tontine grâce aux épurations, radicalisations et autres évictions, sur critères idéologiques, qui permettent la rotation de l'accès au pouvoir.

Dominique DESJEUX,

Docteur en sociologie,

*Auteur de « La question agraire à Madagascar L'Harmattan  
, 1979*

*Paris 1980*

# ATTENTION

Nouvelle adresse 8, Rue Mandar - 75002 PARIS Tél. :  
**236.22.34**